MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

COMITE NATIONAL DE COORDINATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE/SECRETARIAT TECHNIQUE

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- Liberté-Patrie

N° 04-13 /CNC/DE/ST

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO EN 2013

CEDEAO

Avril 2014

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS ---------- 3

RESUME ---------- 4

SUMMARY ---------- 6

INTRODUCTION ---------- 8

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE ---------- 10
I.1. Secteur réel ---------- 10
I.1.1. Evolution de l'offre globale ---------- 10
I.1.2. Evolution de la demande globale ---------- 11
I.1.3. Prix et inflation ---------- 12
I.2. Finances publiques et dette publique ---------- 13
I.2.1. Finances publiques ---------- 13
I.2.1.1. Recettes et dons ---------- 14
I.2.1.2. Dépenses et prêts nets ---------- 15
I.2.1.3. Soldes et financement ---------- 16
I.2.2. Dette publique ---------- 17
I.2.2.1. Dette extérieure ---------- 17
I.2.2.2. Dette intérieure ---------- 18
I.3. Secteur monétaire ---------- 18
I.3.1. Avoirs extérieurs nets ---------- 18
I.3.2. Crédit intérieur ---------- 19
I.3.2.1. Position Nette du Gouvernement ---------- 19
I.3.2.2. Crédits à l'économie ---------- 19
I.3.3. Masse monétaire ---------- 20
I.4. Secteur extérieur ---------- 20
I.4.1. Commerce extérieur ---------- 20
I.4.2. I.4.1.3. Balance commerciale ---------- 22
I.4.3. Balance des paiements ---------- 22
I.4.3.1. Estimations de la balance des paiements 2013 ---------- 22
I.4.3.1.1. Balance courante ---------- 22
I.4.3.1.2. Compte de capital et d'opérations financières ---------- 23

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ---------- 23
II.1. Critères de premier rang ---------- 24
II.2. Critères de second rang ---------- 24

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ---------- 25
III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo ---------- 25
III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales ---------- 26
III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO ---------- 27
III.4. Activités du COMITE NATIONAL DE COORDINATION (CNC) ---------- 27

IV. PERSPECTIVES 2014 ---------- 27

CONCLUSION ---------- 31

ANNEXES ---------- 32

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	:	Avoirs Extérieurs Nets
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	:	Banque Ouest-Africaine de Développement
BTP	:	Bâtiments et Travaux Publics
CCFCC	:	Comité de Coordination des Filières Café-Cacao
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DTS	:	Droits de Tirage Spéciaux
FGDIP	:	Fonds de Gestion de la Dette Intérieure Publique
IHPC	:	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
NSCT	:	Nouvelle Société Cotonnière du Togo
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OPA	:	Observatoire des Pratiques Anormales
PADAT	:	Projet d'Appui pour le Développement Agricole au Togo
PAL	:	Port Autonome de Lomé
PASA	:	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNIASA	:	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	:	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
SNPT	:	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
TPU	:	Taxe Professionnelle Unique
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

RÉSUMÉ

Au titre de l'année 2013, l'environnement économique international a été marqué par une lenteur dans la reprise économique dans la Zone euro, une décélération de la croissance aux Etats-Unis et dans les pays émergents et en développement. Au total, la croissance de l'économie mondiale reste faible en 2013. Le taux de croissance est de 2,9%, en recul de 0,3 point par rapport à 2012. Cette croissance devrait s'améliorer en 2014. Elle serait de 3,6% en termes réels, soutenue par un regain de l'activité économique dans les pays avancés.

Au plan national, l'activité économique a été marquée en 2013 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB fixent le taux de croissance réel à 5,1% en 2013 contre 5,8% en 2012. Cette croissance est tirée par les secteurs secondaire et tertiaire.

L'exécution des opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2013, comparativement à 2012, est caractérisée par un accroissement de 24,6% des recettes totales et dons et une progression de 12,4% des dépenses totales et prêts nets, se traduisant par une amélioration du solde global base caisse qui passe de -127,0 milliards de FCFA en 2012 à -93,1 milliards de FCFA en 2013.

S'agissant des transactions avec le reste du monde, elles seraient caractérisées par un déficit courant de 181,4 milliards de FCFA en 2013, représentant l'équivalent de 8,8% du PIB. Le solde du compte de capital et d'opérations financières serait de 215,2 milliards de FCFA, soit une progression de 41,2 milliards de FCFA. En conséquence, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 33,8 milliards de FCFA contre un déficit de 17,3 milliards de FCFA en 2012.

Sur le plan monétaire, la situation à fin décembre 2013 comparée à fin décembre 2012 est marquée par une amélioration de 33,8 milliards de FCFA de la position extérieure nette, un renforcement du crédit intérieur de 39,7 milliards de FCFA et une expansion de la masse monétaire de 8,0%.

En 2014, l'activité économique évoluera dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et le renforcement des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires. Les investissements privés, notamment ceux qui financent l'accroissement de la capacité du Port Autonome de Lomé et la construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport international GNASSINGBE Eyadema se poursuivront en 2014. Il est également prévu une progression des investissements publics dans le Budget 2014. Ces investissements qui profiteraient aux BTP et à ses industries connexes constituent des sources additionnelles de croissance. Les exportations progresseraient également en 2014.

La progression de la production des cultures de rente est envisagée tout comme celle du phosphate augmenterait grâce au regain de dynamisme constaté dans ce secteur suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

Au regard de ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,1% en 2013 à 6,0% en 2014. Le secteur primaire et le secteur secondaire seraient les principales sources de cette croissance.

SUMMARY

For the year 2013, the international economic environment was marked by the slowness in economic recovery in the Euro zone, a deceleration of the growth in the United States and in the emerging and under development countries. On the whole, the growth of the worldwide economy remains weak in 2013. Growth rate is of 2.9%, in retreat of 0.3 point compared to 2012. This growth should improve in 2014. It would be of 3.6% in real terms, supported by a renewal of the economic activity in the advanced countries.

On the national level, the economic activity was marked in 2013 by the continuation of the execution of the projects of support to the agricultural sector through the Agricultural National Plan of Investment and Food Security (PNIASA) and the implementation of the policy of great public work of reinforcement of economic infrastructures. The new estimates of the GDP fix the real growth rate at 5.1% in 2013 against 5.8% in 2012. This growth is drawn by the secondary and tertiary sectors.

The execution of the financial transactions of the State in the year 2013, compared to 2012, is characterized by an increase in 24.6% of the total revenues and gifts and a progression of 12.4% of the total expenditure and nets loans, resulting in an improvement of the total balance base cash which passes from -127.0 billion FCFA in 2012 to -93.1 billion FCFA in 2013.

As regards transactions with the rest of the world, they would be characterized by a current deficit of 181.4 billion FCFA in 2013, representing the equivalent of 8.8% of the GDP. The balance of the financial transaction and stock-account would be of 215.2 billion FCFA, of 41.2 billion FCFA. Consequently, the total balance of balance of payments would come out surplus of 33.8 billion FCFA against a deficit of 17.3 billion FCFA in 2012.

On the monetary level, the situation at the end of December 2013 compared with that of the end of December 2012 is marked by an improvement of 33.8 billion FCFA of the net external position, a reinforcement of the interior credit of 39.7 billion FCFA and an expansion of the money supply of 8.0%.

In 2014, the economic activity will evolve in a national environment marked by the continuation of the execution of the projects of the PNIASA and the reinforcement of the road, harbor and airport infrastructures. Private sector investments, in particular those which finance the increase in capacity of the Autonomous Harbor of Lome and the construction of a new air terminal of the international airport GNASSINGBE Eyadema will continue in 2014. It is also envisaged a progression of the public investments in the Budget 2014. These investments which would benefit to

the Building and Public Work and its related industries constitute additional sources of growth. Exports would also progress in 2014.

The progression of the production of the cultures of revenue is considered just like that of phosphate which would increase thanks to the renewal of dynamism noted in this sector following the efforts of restoration of the equipment of production undertaken by the SNPT.

Taking into consideration these assumptions, the growth rate of the real GDP would increase from 5.1% in 2013 to 6.0% in 2014. The primary sector and the secondary sector would be the main sources of this growth.

INTRODUCTION

❖ Environnement économique mondial

Au titre de l'année 2013, l'environnement économique international a été marqué par une lenteur dans la reprise économique dans la Zone euro, une décélération de la croissance aux Etats Unis et dans les pays émergents et en développement.

En effet, selon les prévisions effectuées par le Fonds Monétaire International (FMI) en octobre 2013, dans la Zone euro et aux Etats Unis, le taux de croissance s'est fixé respectivement à -0,4% et +1,6% contre -0,6% et +2,8% en 2012. Les économies des pays émergents et en développement ont connu une décélération (4,5% en 2013 contre 4,9% en 2012). On observe un redressement progressif de l'activité dans les pays industrialisés et un ralentissement dans les grands pays émergents.

Au total, la croissance de l'économie mondiale reste faible en 2013. Le taux de croissance est de 2,9%, en recul de 0,3% par rapport à 2012.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les économies[1] ont fait preuve de résilience face à la morosité de la conjoncture internationale. A la faveur de la poursuite de la mise en œuvre de politiques qui ont contribué à consolider la stabilité du cadre macroéconomique, la croissance serait maintenue à un niveau satisfaisant. Globalement, le produit intérieur brut de l'Union en volume augmenterait de 6,0% en 2013, en retrait de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2012.

❖ Principaux objectifs de politique économique et résultats atteints

La politique économique nationale en 2013 s'est focalisée sur la poursuite des réformes dans la gestion des finances publiques pour le développement institutionnel et le renforcement de la gouvernance économique, la promotion d'une économie diversifiée et compétitive pour une croissance accélérée, inclusive et durable. A cet effet, le Gouvernement a adopté pour la période 2013–2017, une Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), dont les grands axes sont : (i) le développement du secteur à fort potentiel de croissance, (ii) le renforcement des infrastructures économiques, (iii) le développement du capital humain, la protection sociale et l'emploi, (iv) le renforcement de la gouvernance et (v) le développement participatif, équilibré et durable. Ces grands axes ont été traduits en Programme d'Actions Prioritaires (PAP). Avec cet outil opérationnel, les autorités togolaises se donnent pour objectifs le maintien de la stabilité macroéconomique et l'amélioration des conditions de vie de la population par la poursuite de l'exécution des différents projets d'appui au secteur agricole et de développement local. Les objectifs de la politique monétaire et de la soutenabilité du solde extérieur courant ont été déterminés dans le cadre communautaire de l'UEMOA.

Au titre des réalisations au plan national, l'année 2013 a été marquée par une augmentation des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et un

[1] «Perspectives économiques des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en 2014», BCEAO, janvier 2014

recul des dépenses d'investissement. Au niveau des comptes monétaires, il est noté une progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire. Les principaux résultats obtenus se présentent comme suit:

- un taux de croissance économique de 5,1% ;
- un niveau d'inflation de 1,8% ;
- un taux de pression fiscale de 19,6% ;
- un déficit budgétaire dons compris (base engagement) en pourcentage du PIB nominal de 4,5% ;
- un solde extérieur courant de 8,8% du PIB.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre de l'année 2013.

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

I.1. Secteur réel

L'activité économique a été marquée en 2013 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB[2] fixent le taux de croissance réel à 5,1% en 2013 contre 5,8% en 2012. Les prévisions initiales fixaient le taux de croissance à 5,6%. Cette croissance est tirée par les secteurs secondaire et tertiaire. En revanche, le secteur primaire a enregistré une croissance négative en raison du repli de la production vivrière et du coton en liaison avec une mauvaise pluviométrie au cours de la campagne agricole. La révision à la baisse des prévisions initiales de 5,6% de croissance en 2013 est essentiellement due aux baisses enregistrées au niveau des cultures vivrières, du coton et du clinker.

Le taux d'investissement est passé de 24,0% en 2012 à 23,3% en 2013 en liaison avec la baisse du niveau des investissements publics de 7,4%. Par contre, la part relative de la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) privée dont passe de 15,1% en 2012 à 15,4% en 2013 reflétant les importants investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

En volume, le PIB est passé de 1.989,5 milliards de FCFA en 2012 à 2.054,3 milliards de FCFA en 2013.

I.1.1. Evolution de l'offre globale

- **Le secteur primaire**

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire baisse de 0,5% contre une hausse de 5,7% en 2012. La part relative de ce secteur représenterait en 2013, 39,0% du PIB contre 42,3% en 2012. Sa contribution à la croissance du PIB est estimée à -0,2%.

La production vivrière régresse de 3,4% par rapport à 2012 et s'établit à 4.432,6 milliers de tonnes. Le manioc, le haricot, l'arachide et le mil et sorgho ont enregistré des augmentations en 2013. La hausse de la production de ces cultures a toutefois été insuffisante pour contrebalancer le recul de la production des autres cultures telles que le maïs (-14,2%), l'igname (-16,7%) et le riz-paddy (-13,3%).

Les contreperformances réalisées dans la production céréalière s'expliquent globalement par les conditions agro-climatiques jugées insuffisantes qui ont contrarié les mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire à travers le PNIASA.

[2] Comité PIB- avril 2014

S'agissant des cultures de rente, leur valeur ajoutée est en régression de 3,4% contre une progression de 4,5% en 2012. Leur production s'établit à 150,2 milliers de tonnes, en baisse de 3,9% par rapport à 2012. La chute de la production du coton dont la VA a connu une baisse de 13,4% explique cette évolution. Toutes les autres cultures sont en progression. La production du cacao a connu une augmentation de 8,0% par rapport à 2012, suivie du café (+7,3%), du palmiste (+6,0%) et des « autres » cultures (+5,0%).

- **Le secteur secondaire**

La VA du secteur secondaire enregistre une hausse de 5,0% en 2013. Sa contribution à la croissance est de +1,0%, en relation avec une contribution à la croissance de +0,7% des BTP et de +0,2% des industries extractives.

Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 5,9% de la valeur ajoutée contre 13,3% en 2012. La VA du clinker est en baisse de 19,1% contre une augmentation de 5,3% en 2012 tandis que celle du phosphate a progressé de 12,1% contre une hausse de 24,9% en 2012 en liaison avec un regain de dynamisme du secteur consécutif aux efforts de rénovation du matériel de production à la mine entrepris par la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT).

Les industries manufacturières sont en hausse de 0,7%. La VA du chapitre "**Electricité, Eau et Gaz**" progresse de 3,5% contre 15,9% en 2012. La VA des "**BTP"** a connu un taux d'accroissement de 13,6% soutenu par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures économiques.

Le secteur secondaire a participé pour 17,8% à la formation du PIB contre 18,3% en 2012 et a contribué pour +1,0% à la croissance du PIB en 2013.

- **Le secteur tertiaire**

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 10,2%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : "**Commerce**" (+9,7%), "**Transports, Entrepôts et Communications**" (+8,6%), "**Banques, Assurances**" (+10,3%) et "**Autres services marchands**" (+11,5%).

La part relative du secteur tertiaire marchand dans la formation du PIB est de 22,2% contre 20,0% en 2012. Sa contribution à la croissance du PIB est de +3,1% en 2013, en liaison avec une contribution de +1,3% de la branche «**autres services marchands**».

I.1.2. Evolution de la demande globale

Au niveau de la demande globale en 2013, la croissance est essentiellement portée par la consommation finale et l'investissement privé.

La consommation finale globale nominale en 2013 se chiffre à 2.007,5 milliards de FCFA contre 1.921,0 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 4,5%. Elle a représenté 97,7% du PIB contre 96,6% en 2012 impulsée par la consommation privée qui représente 82,5% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB est de 15,2% contre 12,8% en 2012.

Les investissements à prix courant ont enregistré une hausse de 0,4% par rapport à leur niveau de 2012 et se chiffrent à 478,3 milliards de FCFA. Le taux d'investissement est passé de 24,0% en 2012 à 23,3% en 2013. Cette contraction s'explique par un repli de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) publique suite à une exécution à 70,0% du programme d'investissement public, toutes choses égales par ailleurs. En revanche, la part relative de la FBCF privée est passée de 15,1% en 2012 à 15,4% en 2013 en liaison notamment avec les investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations de biens et services sont passées de 861,0 milliards de FCFA en 2012 à 950,1 milliards de FCFA en 2013, en augmentation de 10,4%. Les importations enregistrent une hausse de 8,9% et s'établissent à 1.382,7 milliards de FCFA.

Au total, la demande intérieure a représenté 121,1% du PIB en 2013 contre 120,6% en 2012. Du côté de la demande extérieure, elle est marquée par une progression de la propension moyenne à exporter des biens et services et de la propension moyenne à importer qui passent respectivement de 43,3% et 63,8% en 2012 à 46,2% et 67,3% en 2013.

I.1.3. Prix et inflation

La moyenne de l'IHPC de l'année 2013 se chiffre à 113,8 contre 111,8 en 2012, soit une hausse de 1,8%. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions « ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** », «***Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles***», « **Communication** », « **Enseignement », « Restaurants et hôtels** » et «***Biens et services divers***» pour respectivement 0,6%, 2,0%, 3,2%, 4,1%, 5,2% et 5,0%.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : 0,6%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : 1,8%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 1,7%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 2,0%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 1,7%
- **Santé** : -1,6%
- **Transports** : -0,6%
- **Communications** : 3,2%
- **Loisirs et culture** : -1,9%
- **Enseignement** : 4,1%
- **Restaurants et hôtels** : 5,2%
- **Biens et services divers** : 5,0%.

Le groupe « ***Produits alimentaires*** », avec une pondération de 27,79% a augmenté de 0,6% et le groupe « ***Boissons non alcoolisées*** » a progressé de 1,1% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe « ***Produits alimentaires*** », les sous-groupes, « ***Viande*** », « ***Poissons et fruits de mer*** », « ***Légumes*** », « ***Tubercules, et plantains*** » et « ***Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a*** » ont progressé respectivement de 1,6%, 4,4%, 3,4%, 5,0% et 3,3% tandis que les sous-groupes « ***Pain et céréales*** » et « ***Huiles et graisses*** » sont en baisse respectivement de 2,6% et 2,9%.

Au terme des douze mois de 2013, les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 1,8% comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : +0,18%
- ***Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants*** : +0,01%
- ***Articles d'habillement et chaussures*** : +0,14%
- ***Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles*** : +0,22%
- ***Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer*** : +0,06%
- ***Santé*** : -0,06%
- ***Transports*** : -0,08%
- ***Communications*** : +0,19%
- ***Loisirs et culture*** : -0,04%
- ***Enseignement*** : +0,08%
- ***Restaurants et hôtels*** : +0,82%
- ***Biens et services divers*** : +0,29%.

I.2. Finances publiques et dette publique

I.2.1. Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2013, comparativement à 2012, est caractérisée par :

- un accroissement de 24,6% des recettes totales et dons ;
- une progression de 12,4% des dépenses totales et prêts nets ;
- une baisse de 7,4% des dépenses d'investissement ;
- un solde global base caisse de -93,1 milliards de FCFA contre -127,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

I.2.1.1. Recettes et dons

Au titre de l'année 2013, les recettes de l'Etat ont atteint 449,0 milliards de FCFA, en progression de 20,9% par rapport à 2012, grâce à la bonne performance des recettes fiscales et non fiscales.

Les recettes fiscales sont en hausse de 22,9% et s'établissent à 402,9 milliards de FCFA, évolution impulsée par les "**impôts sur les revenus et les bénéfices**" (+39,7%) et les "**impôts sur le commerce extérieur**" (+71,2%) pour des montants respectifs de 88,7 milliards de FCFA et 134,7 milliards de FCFA. Les performances enregistrées s'expliquent par les différentes réformes engagées au niveau des régies financières.

A fin décembre 2013, les recouvrements fiscaux de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont atteint 170,3 milliards de FCFA, en augmentation de 12,9% par rapport à 2012. En termes de réalisation, ils représentent 107,2% des prévisions annuelles.

Cette performance de la DGI s'explique par :

- l'élargissement de l'assiette de l'impôt suite aux transferts de certains dossiers : du régime de la TPU vers le régime du réel simplifié, du régime du réel simplifié vers le régime du réel normal, des centres vers des services mieux organisés (DGE, DPME) ;
- le renforcement du contrôle fiscal (contrôle sur pièces et vérification de comptabilité) ;
- la bonne coordination entre les services d'assiette et ceux du recouvrement ;
- le meilleur suivi des recouvrements, la détection automatique des défaillants et les relances régulières ;
- les nouvelles mesures contenues dans la loi de finances 2013 : modifiant les taux applicables par branche d'activités, aux chiffres d'affaires ou à la valeur des produits servant au calcul de la taxe professionnelle, fixant un taux unique d'Impôt sur les Sociétés (29%), fixant un taux de 1% du chiffre d'affaires pour l'impôt minimum forfaitaire en remplacement des dispositions du barème des impôts ;
- les efforts de sensibilisation et la vulgarisation des lois de finances.

Les contributions indirectes liquidées par l'Administration des Douanes se chiffrent à 232,5 milliards de FCFA pour 205,1 milliards de FCFA prévu au titre du Collectif Budgétaire, soit un taux d'exécution de 113,4%. Comparativement à 2012, cette réalisation est en progression de 31,4%.

Cette performance Direction Générale des Douanes s'expliquent par :

- la mise en place d'un nouveau dispositif de surveillance et de contrôle dans les magasins et aires de dédouanement (MAD) pour lutter contre la fraude et élargir l'assiette fiscale ;
- l'informatisation des transferts des marchandises en MAD par l'émission d'une déclaration de régime DS7 et la localisation informatisée des marchandises transférées en MAD ;

- le suivi de la comptabilité matière dans les MAD par les agents du bureau de douanes de Lomé-Port ;
- les actions conjointes menées par l'Administration des Douanes et des Impôts pour progressivement éliminer les occasionnels. A cet effet, des notes de services et décisions ont été prises et appliquées dans le système SYDONIA++ dès le 1er Septembre 2012 ;
- le paramétrage des programmes informatiques en cours pour lutter contre les exonérations indues pour permettre une comptabilisation idoine des manques à gagner conformément aux directives de l'UEMOA en matière de comptabilité publique ;
- l'extension de SYDONIA++ à tous les services centraux et extérieurs ;
- l'adaptation de la législation et de la réglementation au nouveau contexte régional et international ;
- la mise en place d'un partenariat et d'un cadre permanent de discussion avec tous les opérateurs économiques ;
- le renforcement du contrôle a posteriori et de la lutte contre la fraude ;
- la mise en place d'une Direction du contrôle des services en charge des audits internes des unités douanières ;
- l'adoption et l'application d'un code d'éthique et de bonne conduite avec divulgation suivie de sensibilisation par l'arrêté N°173/MEF/SG/DGD et l'arrêté N°174/MEF/SG/DGD du 09 Juillet 2010 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil de discipline de l'Administration des Douanes pour lutter contre la corruption.

Au terme de l'année 2013, les recettes non fiscales s'élèvent à 46,1 milliards de FCFA contre 43,8 milliards de FCFA douze mois plus tôt, soit une hausse de 5,3%.

Les dons mobilisés au cours de l'année 2013 sont en progression de 53,1% et se chiffrent à 73,5 milliards de FCFA contre 48,0 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette hausse est imputable aux dons en capital qui se sont accrus de 98,1% en passant de 31,7 milliards de FCFA en 2012 à 62,8 milliards de FCFA un an plus tard.

I.2.1.2. Dépenses et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets se chiffrent à 601,3 milliards de FCFA en 2013, en progression de 12,4% par rapport à 2012, sous l'impulsion des dépenses courantes.

Les dépenses courantes sont ressorties à 439,5 milliards de FCFA, en hausse de 22,2% par rapport à 2012. Cette hausse est due à l'effet cumulé de la progression des "**salaires et traitements**" (+8,5%), des "**transferts et subventions**" (+25,0%) et des "**autres dépenses courantes**" (+33,2%).

Les dépenses de personnel (salaires et traitements) sont estimées à 130,6 milliards de FCFA pour une prévision de 136,0 milliards de FCFA au titre du Collectif Budgétaire, soit un taux d'exécution de 96,0%. Ceci s'explique notamment par la non réalisation des dépenses prévues pour des recrutements au niveau du Ministère de la Santé, du Ministère chargé de l'Education et de la Police Nationale.

Les transferts et subventions se chiffrent à 147,2 milliards de FCFA contre un montant de 117,8 milliards de FCFA en 2012.

Au titre des autres dépenses, les "matières fournitures" sont en progression de 34,3% et s'élèvent à 129,5 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique ont atteint un montant de 21,4 milliards de FCFA contre 18,6 milliards de FCFA à fin décembre 2012.

A fin décembre 2013, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 162,2 milliards de FCFA contre 175,1 milliards de FCFA un an auparavant, soit un recul de 7,4% en liaison avec la régression des dépenses en capital sur financement tant interne qu'externe respectivement de 13,1% et 3,5%.

I.2.1.3. Soldes et financement

Au terme de l'année 2013, le **"solde budgétaire de base"** est ressorti à -52,1 milliards de FCFA contre -59,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

Le **"solde global"** (dons inclus) est de -78,8 milliards de FCFA contre -115,5 milliards de FCFA à fin décembre 2012.

Avec la variation des arriérés de paiements de -14,3 milliards de FCFA, le **"solde global base caisse"** (dons inclus) se chiffre à -93,1 milliards de FCFA contre -127,0 milliards de FCFA à la fin des douze mois de 2012.

Ce solde global base caisse a été financé par des ressources intérieures pour un montant de 79,6 milliards de FCFA et des ressources extérieures hors dons s'élevant à 20,4 milliards de FCFA.

Le financement intérieur estimé à 79,6 milliards de FCFA provient du :

- **secteur bancaire** pour un montant de 36,6 milliards de FCFA. Il est composé essentiellement d'une augmentation des dépôts à la BCEAO et dans les banques commerciales respectivement de 33,0 milliards de FCFA et 14,7 milliards de FCFA, d'un remboursement de prêt FMI (allocations DTS et concours au titre du programme) d'un montant de 5,8 milliards de FCFA et d'une avance nette des banques commerciales de 17,7 milliards de FCFA ;

- **secteur non bancaire** pour un montant de 116,2 milliards de FCFA. Il est composé essentiellement des restes à payer de 58,0 milliards de FCFA, des paiements au titre de la période complémentaire de 29,3 milliards de FCFA, des souscriptions nettes au titre des bons du trésor de 50,9 milliards de FCFA, des souscriptions au titre de deux emprunts obligataires pour un montant de 37,5 milliards de FCFA au mois d'août et 28,0 milliards de FCFA au mois de novembre. Les remboursements au titre de l'amortissement des emprunts obligataires passés se chiffrent à 21,4 milliards de FCFA. On note également dans le financement intérieur non bancaire des remboursements au titre de la titrisation des créances compromises des banques de 12,6 milliards de FCFA et des ventes d'actif (privatisation des banques) de 11,7 milliards de FCFA correspondant à la privatisation de la BTD et de la BIA-Togo.

Le financement extérieur hors dons est évalué à 20,4 milliards de FCFA. Il s'agit essentiellement des emprunts (37,8 milliards de FCFA) et de l'amortissement au titre du principal de la dette extérieure qui se chiffre à 17,4 milliards de FCFA avec une non accumulation d'arriérés de paiement du principal de la dette extérieure.

I.2.2. Dette publique

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 907,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 1.020,6 milliards de FCFA à fin décembre 2013 enregistrant une hausse de 12,4%.

I.2.2.1. Dette extérieure

Au terme de l'année 2013, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 343,7 milliards de FCFA, représentant 33,7% du portefeuille de la dette totale. L'encours de la dette extérieure totale est en hausse de 23,3% par rapport à fin décembre 2012, sous l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 196,8 milliards de FCFA à fin décembre 2013 contre 164,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2012, soit une progression de 19,9%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages et des fluctuations des principales devises de libellé des prêts, et surtout des tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2013 tout comme au quatrième trimestre 2012.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2013 se chiffrent respectivement à 3,5 milliards de FCFA et 3,3 milliards de FCFA contre respectivement 7,0 milliards de FCFA et 1,9 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2012.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 10,4 milliards de FCFA et 30,9 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 108,2 milliards de FCFA et 11,1 milliards de FCFA à la même période de 2012.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 17,8% par rapport à fin décembre 2012 et se chiffre à 29,5 milliards de FCFA, soit une diminution de 6,4 milliards de FCFA due essentiellement aux paiements effectués au cours de la période sous revue.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours de la période tout comme un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2012. Les engagements et les tirages se sont chiffrés à 11,9 milliards de FCFA et 1,6 milliard de FCFA contre respectivement zéro (0,0) FCFA et 1,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2012. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2013 se chiffrent respectivement à 7,9 milliards de FCFA et 1,2

milliard de FCFA contre respectivement 4,0 milliards de FCFA et 2,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2012.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de 6,6 milliards de FCFA contre 14,4 milliards de FCFA à fin décembre 2012. La baisse de 54,2% résulte essentiellement des paiements effectués envers la Belgique et la France au cours de la gestion.

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2013 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 117,4 milliards de FCFA contre 78,8 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une hausse de 38,6 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK de Chine et EXIMBANK de l'Inde dans le cadre de la construction des infrastructures routières, électriques et aéroportuaires d'une part, et par la prise en compte de la créance de GDF-SUEZ d'autre part.

I.2.2.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2013, s'élève à 676,9 milliards de FCFA contre 629,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une hausse de 7,6% due à l'effet combiné des remboursements, des emprunts obligataires, des tirages et remboursements des bons du Trésor et la prise en compte des dettes des sociétés d'Etat en liquidation.

L'encours de la dette intérieure à fin décembre 2013 comparé à un an plus tôt se présente comme suit :

- Dette commerciale : 35,3 milliards de FCFA contre 35,7 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 109,9 milliards de FCFA inchangée ;
- Dette sociale : 81,4 milliards de FCFA contre 91,2 milliards de FCFA ;
- Engagements et risques : 23,1 milliards de FCFA inchangés ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 60,8 milliards de FCFA contre 96,4 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, bons du trésor, allocation DTS, prêts bancaires, titrisation des créances douteuses des banques) : 366,4 milliards de FCFA contre 272,9 milliards de FCFA.

I.3. Secteur monétaire

Comparée à fin décembre 2012, la situation monétaire à fin décembre 2013 est caractérisée par une amélioration de 33,8 milliards de FCFA de la position extérieure nette et un renforcement du crédit intérieur de 39,7 milliards de FCFA. En contrepartie, la masse monétaire s'est consolidée de 72,6 milliards de FCFA.

I.3.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2013, les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions financières se chiffrent à 307,6 milliards de FCFA, dont 98,4 milliards de FCFA pour

la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et 209,3 milliards de FCFA pour les banques commerciales. Comparé au niveau de décembre 2012, les AEN ont progressé de 12,4%. Cet accroissement est imputable à l'amélioration de la position extérieure nette des institutions financières.

En effet, les AEN de la Banque Centrale ont enregistré une hausse de 28,5% par rapport à fin décembre 2012 pour s'établir à 98,4 milliards de FCFA. Cette hausse est consécutive à l'accroissement de 20,2 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts, notamment la position créditrice en disponibilités extérieures, et au repli de 1,6 milliard de FCFA des engagements extérieurs.

Les AEN des banques commerciales se sont, pour leur part, accrus de 12,0 milliards de FCFA en passant de 197,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 209,3 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution résulte de l'augmentation des avoirs extérieurs bruts (+46,1 milliards de FCFA) et de la progression des engagements extérieurs.

I.3.2. Crédit intérieur

A la fin des douze mois de 2013, l'encours du crédit intérieur est ressorti à 771,2 milliards de FCFA, en progression de 5,4% par rapport à fin décembre 2012. Cette hausse résulte de l'accroissement des concours au secteur privé et de l'amélioration de la Position Nette du Gouvernement.

I.3.2.1. Position Nette du Gouvernement

La Position Nette du Gouvernement s'est améliorée, passant de 129,7 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 80,6 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution découle de :

- la progression des créances de l'Etat sur le système bancaire, notamment les dépôts publics dans les livres de la Banque Centrale (+34,7 milliards de FCFA) et dans les banques commerciales (+27,3 milliards de FCFA) ;
- l'amortissement de 5,1 milliards de FCFA au titre des concours adossés aux allocations de DTS ;
- l'augmentation de 14,0 milliards de FCFA des concours des banques commerciales à l'Etat ;
- la diminution de 2,0 milliards de FCFA des encaisses du Trésor en billets et pièces.

I.3.2.2. Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie se sont accrus de 14,8% par rapport à fin décembre 2012 et se chiffrent à 690,6 milliards de FCFA à fin décembre 2013. Cette augmentation est induite par la hausse des crédits ordinaires[3] (+86,4 milliards de FCFA) et des crédits de campagne (+2,38 milliards de FCFA).

Les crédits ordinaires se sont consolidés de 86,4 milliards de FCFA, en passant de 601,8 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 688,2 milliards de FCFA douze mois plus tard. La hausse de 14,4% des crédits ordinaires est liée à la

[3] Les crédits ordinaires représentent les crédits à l'économie autre que les crédits de campagne.

progression des crédits à court terme (+11,4%) et des crédits à long et moyen termes (+19,2%) qui se chiffrent respectivement à 383,3 milliards de FCFA et 307,3 milliards de FCFA.

Les crédits de campagne se chiffrent à 2,4 milliards de FCFA contre 0,02 milliard de FCFA à fin décembre 2012.

Cette hausse du financement a essentiellement profité aux secteurs des « bâtiments et travaux publics », du « commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels », des « transports, entrepôts et communications », et des « activités industrielles ».

I.3.3. Masse monétaire

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire enregistre, au terme de l'année 2013, une augmentation de 8,0% par rapport à fin décembre 2012 et s'établit à 978,2 milliards de FCFA. Cette progression se traduit par l'accroissement des dépôts en banques pour 68,8 milliards de FCFA (+9,4%), des dépôts en CCP pour 3,7 milliards de FCFA (+35,4%) et de la circulation fiduciaire pour 0,1 milliard de FCFA (+0,1%).

I.4. Secteur extérieur

I.4.1. Commerce extérieur

En 2013, les échanges commerciaux comparés à l'année 2012, sont caractérisés par une progression des exportations et des importations en valeur et une aggravation du déficit commercial.

I.4.1.1. Exportations

Au titre de l'année 2013, les exportations s'élèvent à 495,9 milliards de FCFA pour une quantité de 3.363.937,8 tonnes contre 460,8 milliards de FCFA pour une quantité de 2.189.607,8 tonnes en 2012, soit un accroissement de 7,6% en valeur.

En 2013, les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 43,5 milliards de FCFA pour une quantité de 1.030.000,0 tonnes, soit une part relative de 8,8% de la valeur totale des exportations contre respectivement 38,6 milliards de FCFA, 950.010,0 tonnes et 8,4% un an plus tôt.

Les « ciments portland autres que blancs » sont le deuxième produit d'exportation du Togo avec 38,6 milliards de FCFA contre 33,8 milliards de FCFA en 2012.

Les « bateaux-phares ; docks flottants ; plates-formes de forage : autres à usage technique » sont le troisième produit d'exportation avec 37,9 milliards de FCFA, soit une part relative de 7,6% contre respectivement 24,1 milliards de FCFA et 5,2% un an plus tôt.

Au titre de l'année 2013, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 94,0 milliards de FCFA pour une quantité de 1.161.721,2 tonnes, contre 77,3 milliards de FCFA pour une quantité de 1.023.747,9 tonnes en 2012.

Les exportations à destination de ce pays portent essentiellement sur les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés », les « ciments portland autres que blancs » et les « autres engrais minéraux ou chimiques, n.d.c.a ».

Le Burkina Faso est suivi du Bénin avec 59,3 milliards de FCFA pour une quantité de 284.183,1 tonnes contre respectivement 56,4 milliards de FCFA et 254.668,7 tonnes un an plus tôt. Le Ghana est le troisième client du Togo avec 56,6 milliards de FCFA pour une quantité de 349.966,4 tonnes contre respectivement 21,7 milliards de FCFA et 71.672,9 tonnes.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 344,6 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO pour une quantité de 2.321.022,1 tonnes contre respectivement 282,9 milliards de FCFA et 1.851.558,6 tonnes un an auparavant.

I.4.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2013 ont progressé de 15,7% en valeur par rapport à l'année 2012 et se chiffrent à 985,1 milliards de FCFA contre 851,2 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élèvent à 3.752.747,4 tonnes en 2013 contre 3.299.584,7 tonnes en 2012.

Le « super carburant » est le premier produit d'importation avec 70,1 milliards de FCFA, en hausse de 66,0% par rapport à l'année 2012.

Les « huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil » sont le deuxième produit d'importation du Togo avec 64,0 milliards de FCFA pour 130.974,7 tonnes contre respectivement 57,4 milliards de FCFA et 116.553,3 tonnes en 2012.

Les « ciments non pulvérisés dits "clinkers", même colorés » sont le troisième produit d'importation avec 52,8 milliards de FCFA pour une quantité de 1.332.273,2 tonnes, soit une part relative de 5,4% contre respectivement 46,4 milliards de FCFA, 1.141.424,9 tonnes et 5,4% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 154,7 milliards de FCFA pour une part relative de 15,7% de la valeur des importations contre respectivement 117,0 milliards de FCFA et 13,7% en 2012.

Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les « autres tissus de coton couleur, 85%, 200 g/m^2 ou moins », les « autres motocycles excédant 50 cm^3 mais n'excédant pas 250 cm^3 » et les « autres conducteurs électriques pour tension excédant 1000 volts ».

La Chine est suivie de la France avec 75,9 milliards de FCFA pour une quantité de 106.794,7 tonnes, soit 7,7% de la valeur totale des importations contre respectivement 80,2 milliards de FCFA, 116.823,1 tonnes et 9,4% en 2012.

Les Pays-Bas sont le troisième fournisseur du Togo avec 72,8 milliards de FCFA et 111.061,8 tonnes contre respectivement 29,1 milliards de FCFA et 50.495,7 tonnes un an plus tôt.

Les importations en provenance de la CEDEAO ont progressé de 16,8% en se fixant à 100,6 milliards de FCFA au cours de l'année 2013.

Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 46,8 milliards de FCFA contre 36,5 milliards de FCFA en 2012. Les achats en provenance du Ghana ont porté essentiellement sur les « parties des machines de sondage ou forage des n 8430.41 et 8430.49 », les « autres huiles lubrifiantes destinées à être mélangées » et les « butanes liquéfiés ».

I.4.2. I.4.1.3. Balance commerciale

Au titre de l'année 2013, le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires s'établit à 489,2 milliards de FCFA contre 390,4 milliards de FCFA en 2012, soit une aggravation de 98,8 milliards de FCFA.

L'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO en 2013 s'établit à 244,0 milliards de FCFA contre 196,8 milliards de FCFA en 2012. Ces évolutions reflètent les efforts déployés par le secteur privé togolais pour acquérir des parts de marché dans la sous-région ouest africaine.

I.4.3. Balance des paiements

I.4.3.1. Estimations de la balance des paiements 2013

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2013, un solde excédentaire de 33,8 milliards de FCFA résultant d'un déficit courant de 181,4 milliards de FCFA et d'un excédent de flux nets de capitaux de 215,2 milliards de FCFA.

I.4.3.1.1. Balance courante

Le déficit courant s'améliorerait de 9,1 milliards de FCFA par rapport à l'année 2012, en raison notamment de l'amélioration des soldes de la balance des biens et des services.

La détérioration de 46,2 milliards de FCFA du solde déficitaire des biens résulterait de l'effet conjugué de la hausse de 85,6 milliards de FCFA des importations et celle de 39,4 milliards de FCFA des exportations.

La progression des exportations serait impulsée notamment par les transactions sur le clinker et divers produits des industries manufacturières.

L'augmentation des importations de biens serait due principalement à :

- l'augmentation des importations des produits alimentaires, des autres biens de consommation et des produits pétroliers ;
- la progression des achats de biens d'équipement dans le cadre notamment des travaux de modernisation des équipements portuaires, aéroportuaires et hôteliers ainsi que de l'achèvement de la mise en place des équipements de production des sociétés du secteur extractif notamment dans les filières « phosphates », « clinker » et « marbre ».

La balance des services s'améliorerait de 22,8 milliards de FCFA suite notamment au dynamisme de l'activité portuaire atténuée par la hausse du coût du fret consécutive à celle des importations de biens.

L'excédent des revenus s'est détérioré s'établissant à 105,5 milliards de FCFA en 2013 contre 107,7 milliards de FCFA en 2012 en liaison principalement avec la hausse des intérêts dus au titre de la dette publique extérieure.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 145,7 milliards de FCFA en 2013, en amélioration de 34,7 milliards de FCFA par rapport au niveau de 2012, suite à un accroissement des envois de fonds des travailleurs migrants.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -8,8% contre -9,6% en 2012.

I.4.3.1.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières serait de 215,2 milliards de FCFA en 2013 contre 173,1 milliards de FCFA en 2012, soit une progression de 42,1 milliards de FCFA.

Cette évolution résulterait notamment de l'effet conjugué de :

- la baisse de 6,1 milliards de FCFA des dons projets à mobiliser par l'administration publique dans le cadre du programme d'investissement public ;
- la baisse de 6,4 milliards de FCFA des investissements directs étrangers ;
- la hausse de 24,1 milliards de FCFA des prêts dans le cadre du financement des activités du secteur privé.

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au titre de la surveillance multilatérale, la situation de la convergence à fin décembre 2012 se présente comme suit :

II.1. Critères de premier rang

	Normes CEDEAO	2012	2013
CRITERES DE 1er RANG			
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement)/PIB nominal	*≤ 3%*	**-5,8**	**-4,5**
Taux d'inflation en moyenne annuelle	*≤ 5%*	***2,9***	***1,8***
Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale/ Recettes fiscales de l'année précédente	*≤ 10%*	***-1,3***	***-1,4***
Réserves brutes en mois d'importations	*≥ 6*	**5,4**	**5,6**

II.2. Critères de second rang

	Normes CEDEAO	2012	2013
CRITERES DE 2nd RANG			
Non accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs au titre de la gestion courante	0,0	***-0,2***	***0,0***
Ratio des recettes fiscales / PIB nominal	*≥ 20%*	**16,5**	**19,6**
Ratio de la masse salariale / recettes fiscales	*≤ 35%*	**36,7**	**32,4**
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes / recettes fiscales	*≥ 20%*	***21,6***	**15,3**
Taux d'intérêt réel	*> 0%*	***2,0***	***0,6***
Ratio dette publique/PIB nominal (%)	*≤ 70%*	***45,6***	***49,7***

Au total, le Togo a respecté deux critères de premier rang en 2013 : le critère de taux d'inflation et le critère du financement du déficit budgétaire par la Banque

Centrale rapporté aux recettes fiscales de l'année précédente. Le critère clé, Ratio du déficit budgétaire dons compris base engagement/PIB nominal n'a pas été respecté à cause notamment de l'augmentation des dépenses courante plus forte que celle des recettes. Toutefois ce critère s'est amélioré par rapport à son niveau de 2012.

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo

A la troisième réunion annuelle de concertation et de sensibilisation des Etats membres sur la mise en œuvre effective des Conventions, Protocoles et Actes additionnels de la CEDEAO organisée du 22 au 26 juillet 2012 à Accra, il a été relevé qu'il reste au Togo onze (11) textes à ratifier sur les cinquante-quatre (54) adoptés par la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit de :

1- Protocole A/P1/12/ portant amendements des Articles 12 et 13 du Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion et de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité ;
2- Protocole A/P.1/01/03 relatif à la Définition de la Notion de Produits Originaires des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
3- Protocole A/P.2/01/03 relatif à l'Application des Procédures de Compensation des pertes de recettes Subies par les Etats membres de la CEDEAO du fait de la Libéralisation des Echanges ;
4- Accord sur la Coopération en matière criminelle entre la Police des Etats membres de la CEDEAO du 19 décembre 2003 ;
5- Protocole additionnel A/SP.1/01/05 portant amendement du Préambule des articles 1er , 2, 9, 22 et 30 du Protocole A/P1/7/91 relatif à la Cour de Justice de la Communauté, ainsi que de l'article 4 paragraphe 1 de la version anglaise dudit Protocole, signé à Accra le 19 janvier 2005 ;
6- Protocole A/P.1/01/06 relatif à la création de l'Office de renseignements et d'investigations en matière criminelle de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
7- Protocole Additionnel AS/P.1/01/06 portant amendement des articles VI-C, VI-L, IX-8, X1-2, et XII du Protocole A/P2/7/87 relatif à la création de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) ;
8- Protocole Additionnel A/SP.1/06/06 portant amendement du Traité Révisé de la CEDEAO ;
9- Protocole Additionnel A/SP.2/06/06 portant amendement de l'article 3 paragraphes 1, 2 et 4, de l'article 4 paragraphes 1, 3 et 7 et de l'article 7 paragraphe 3 du Protocole relatif à la Cour de Justice de la Communauté ;
10- Protocole Additionnel A/SP.3/06/06 portant amendement du Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté ;

11-Convention Générale A/C.1/01/03 sur la Reconnaissance et l'Equivalence des Diplômes Universitaires, grades, Certificats et autres Qualifications des Etats membres de la CEDEAO.

III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales

Le Togo a ratifié tous les protocoles relatifs à la libre circulation des personnes et des biens, au droit de résidence et d'établissement. Les droits de circuler librement, de résider et d'exercer sont reconnus à tout citoyen de la communauté.

Les 20ème et 21ème rapports de l'observatoire des pratiques anormales (OPA) (périodes d'avril à juin et de juillet à septembre 2012) montrent que les résultats des enquêtes menées sur les six corridors, Tema-Ouagadougou, Ouagadougou-Bamako, Lomé-Ouagadougou, Dakar-Bamako, Abidjan-Ouagadougou et Abidjan-Bamako, suivis par l'OPA au cours des périodes susmentionnées sont plus ou moins satisfaisants. Ces rapports révèlent une persistance des tracasseries routières occasionnées par les agents en charge du contrôle routier (le nombre important de postes de contrôle, les perceptions illicites ou « rackets » et les retards induits du fait de ces pratiques).

En ce qui concerne le nombre de postes de contrôle, si au cours du deuxième trimestre 2012 une légère baisse de 5% a été relevée en comparaison avec le trimestre précédent, ce nombre reste globalement stable dans la région au cours du troisième trimestre de l'année 2012. Toutefois, quelques différences notables ont été notées selon les corridors et les pays concernés. Le corridor Lomé-Ouagadougou, avec 1,4 contrôle en moyenne par 100 km parcourus dans les deux sens, est celui qui présente moins de postes de contrôle.

Pour ce qui est des perceptions illicites, la situation reste globalement stable au cours des deux trimestres, où une baisse significative des perceptions sur tous les corridors sans exception a été constatée. Le corridor Lomé-Ouagadougou reste finalement celui dont le parcours revient moins cher pour les usagers depuis trois trimestres consécutifs avec 1 100 FCFA à verser sur 100 km parcourus. Le Ghana et le Togo se maintiennent comme les meilleurs élèves de la région.

S'agissant du temps de contrôle, il a été observé une réduction de 2% au cours du deuxième trimestre 2012. Cette tendance baissière ne s'est pas poursuivie au cours du troisième trimestre 2012. Les corridors Abidjan-Ouagadougou et Lomé-Ouagadougou restent les corridors les plus rapides avec moins de deux (02) heures de temps de contrôle par voyage. Les temps de contrôle ont diminué au Togo pour le cinquième trimestre consécutif.

L'analyse de ces résultats montre qu'il y a une légère amélioration sur le corridor Lomé-Ouagadougou.

En conclusion, ces rapports font ressortir que les bonnes pratiques s'enracinent au Togo. Les contrôles et les perceptions illicites ont certes augmenté mais de manière négligeable. Les progrès réalisés ces deux dernières années perdurent. Les retards continuent à diminuer progressivement.

III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO

Dans le cadre du Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO, le Comité National d'Agrément (CNA) mis en place à cet effet a agréé de juillet 2013 à mars 2014 trente-huit (38) nouveaux produits pour six (06) entreprises dont cinq nouvellement agréées.

De 1990, année de lancement de ce programme, à fin mars 2013, quarante (40) entreprises ont été agréées au Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO. Les produits agréés sont au nombre de 159.

Les exportations en valeurs des produits agréés ont été en :

- **2009** : 50,3 milliards de FCFA ;
- **2010** : 54,9 milliards de FCFA ;
- **2011** : 58,7 milliards de FCFA ;
- **2012** : 69,9 milliards de FCFA ;
- **2013** : 74,4 milliards de FCFA.

Les marchés les plus importants en 2013 sont : Niger, Bénin, Ghana et Burkina Faso.

III.4. Activités du COMITE NATIONAL DE COORDINATION (CNC)

Les activités du CNC sont constituées essentiellement de réunions du Groupe technique et des membres statutaires. Les réunions ordinaires ont lieu sur une base trimestrielle pour examiner et adopter les résultats des travaux notamment en ce qui concerne l'élaboration et la validation des rapports périodiques et les programmes pluriannuels de convergence et de stabilité macroéconomique. Le CNC se réunit de façon extraordinaire chaque que de besoin. En 2013, le comité a pu organiser quatre (4) réunions pour examiner et adopter les rapports du quatrième 4ème trimestre 2012, du 1er trimestre 2013, du 1er semestre 2013 et du 3ème trimestre 2013.

La base de donnée ECOMAC est mise à jour jusqu'en 2013.

IV. PERSPECTIVES 2014

En 2014, l'activité économique évoluera dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et le renforcement des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires.

En effet, les investissements privés, notamment ceux qui financent l'accroissement de la capacité du Port Autonome de Lomé et la construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport international GNASSINGBE Eyadema se poursuivront en 2014. Il est également prévu une progression des investissements publics dans le Budget 2014. Ces investissements qui profiteraient aux BTP et à ses industries

connexes constituent des sources additionnelles de croissance, sans oublier les exportations.

La progression de la production des cultures de rente est envisagée tout comme celle du phosphate qui augmenterait grâce au regain de dynamisme constaté dans ce secteur suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

Au regard de ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,1% en 2013 à 6,0% en 2014.

Du côté de l'offre

Le secteur primaire et le secteur secondaire seraient les principales sources de croissance en 2014.

Le secteur primaire enregistrerait une hausse de 5,9% tirée principalement par la branche « **Agriculture** », notamment les cultures vivrières (+3,9%) et les cultures de rente (+15,9%).

Au niveau du secteur secondaire, la VA progresserait de 5,8%, sous l'impulsion de toutes ses composantes, notamment les « **Industries extractives** » (+11,0%), les « **Industries manufacturières** » (+3,6%), le chapitre « **Electricité, Eau et Gaz** » (7,0%) et les « **BTP** » (6,2%).

La VA du secteur tertiaire marchand progresserait de 2,5% tirée par la croissance des activités au niveau du « **Commerce** » (+4,7%), du «**Transport, Entrepôts et Communications** » (+0,9%) et des « **Banques, Assurances** » (+9,4%). Celle des branches non marchandes augmenterait de 1,8%.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2014 se présenterait comme suit :

Contributions des ressources à la croissance			
(en %)	**2012**	**2013**	**2014**
Secteur primaire	1,7	-0,2	1,6
Secteur secondaire	2,5	1,0	1,2
Secteur tertiaire	-3,6	3,1	0,8
Prod imp services bancaires	3,6	-0,9	-0,7
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,1	0,9	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1,0	-0,7	1,2
Droits et taxes à l'importation hors	0,5	1,8	1,6
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,8	5,1	6,0
Cohérence	0,0	0,0	0,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Du côté de la demande

En 2014, la consommation finale représenterait 95,9% du PIB contre 97,7% en 2013 impulsée par la consommation privée qui représenterait 80,7% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB serait de 15,2% tout comme en 2013.

En ce qui concerne le taux d'investissement, il passerait de 23,3% en 2013 à 23,2% en 2014 en relation avec le recul de la FBCF privée dont la part relative serait de 15,2% contre 15,4% en 2013. La FBCF publique s'établirait à 8,2% du PIB contre 7,9% en 2013.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services connaîtraient une hausse de 4,1% en passant de 950,1 milliards de FCFA en 2013 à 989,3 milliards de FCFA en 2014. De même, les importations de biens et services enregistreraient une progression de 2,3% et se chiffreraient à 1.414,7 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure représenterait 119,1% du PIB en 2014 contre 121,1% en 2013. Du côté de la demande extérieure, la propension moyenne à exporter des biens et services et la propension moyenne à importer seraient respectivement de 44,5% et 63,7%.

La contribution des emplois à la croissance de 5,1% du PIB en 2014 se présente comme suit :

Contributions des emplois du PIB à la croissance			
(en %)	**2012**	**2013**	**2014**
PIB aux prix du marché	5,8	5,1	6,0
Exportations de b. et s. nettes	0,4	-12,6	-0,4
Consommation finale	-0,2	17,2	3,5
Privée	-2,5	13,1	3,7
Publique	2,3	4,1	-0,2
Formation brute de capital fixe	12,1	-0,1	-0,1
Privé	9,9	0,9	0,7
Publique	2,2	-1,0	-0,7
Variation des stocks	-6,5	0,6	2,9
Cohérence	5,8	5,1	6,0

Source : Données de PRECOMAT 2.0

Toutefois, la réalisation de cette performance reste liée à la maîtrise du principal facteur de risque qu'est la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. La mise en place de mesures visant à renforcer l'offre d'énergie électrique demeure également un défi important à relever.

L'inflation en 2014 serait contenue dans la limite de la norme communautaire de 5,0%. En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situerait à 2,1% grâce à la poursuite des actions de l'Etat pour améliorer l'offre alimentaire.

CONCLUSION

L'environnement économique international a été marqué en 2013 par une lenteur de la reprise économique dans la Zone euro, une décélération de la croissance aux Etats Unis et dans les pays émergents et en développement.

Au total, la croissance de l'économie mondiale reste faible en 2013. Le taux de croissance est de 2,9%, en recul de 0,3% par rapport à 2012. Cette croissance devrait s'améliorer en 2014. Elle serait de 3,6% en termes réels, soutenue par un regain de l'activité économique dans les pays avancés.

Au plan national, l'activité économique a connu une décélération en 2013 malgré la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le PNIASA et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Le PIB réel enregistre une hausse de 5,1% en 2013 contre 5,8% en 2012. Cette décélération de la croissance s'explique notamment par les contre-performances de l'agriculture vivrière et du coton dont la production a été contrariée par de mauvaises conditions pluviométriques.

En perspective, une accélération de l'activité économique est attendue au cours de l'année 2014. Le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 6,0%, en raison d'un rebond au niveau de l'agriculture sous l'hypothèse de conditions météorologiques favorables et la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA. La croissance serait également soutenue par le regain d'activités dans le secteur secondaire, sous l'effet des performances de l'industrie manufacturière, des unités de production minières et des BTP.

Toutefois, la réalisation de cette performance reste liée à la maîtrise du principal facteur de risque qu'est la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. La mise en place de mesures visant à renforcer l'offre d'énergie électrique demeure également un défi important à relever.

ANNEXES

Principaux indicateurs macroéconomiques en milliards de FCFA
(Sauf indication contraire)

Agrégats macroéconomiques	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur réel					
Taux de croissance réel (%)	4,0	4,8	5,8	5,1	6,0
Déflateur du PIB {%)	1,1	7,6	6,1	-1,8	2,1
Indice des prix à la consommation (moyenne)	1,4	3,6	2,6	1,8	2,1
Indice des prix à la consommation (fin de période)	3,8	1,5	2,9	-0,5	-0,5
PIB à prix courant	1571,3	1772,6	1989,5	2054,3	2221,7
PIB par tête (en milliers de FCFA)	253,8	278,4	303,8	305,1	320,8
Secteur Extérieur					
Exports, f.o.b.	483,5	553,5	600,0	639,3	695,9
Imports, f.o.b.	708,4	827,2	1020,8	1106,5	1137,8
Balance commerciale	-225,0	-273,7	-420,9	-467,1	-441,9
Transactions courantes	-99,0	-160,8	-190,4	-181,4	-188,9
Solde global	36,6	31,7	-17,3	33,8	22,6
Balance des paiements courants en % du PIB	-6,3	-9,1	-9,6	-8,8	-8,5
Balance des paiements courants hors transferts officiels	-148,8	-202,2	-226,4	-227,5	-239,7
Bal. des paiements courants hors transferts officiels en % PIB	-9,5	-11,4	-11,4	-11,1	-10,8
Secteur Monétaire					
Avoirs Extérieurs Nets	259,5	291,1	273,8	307,6	330,2
Crédit Intérieur	497,5	605,0	731,5	771,2	787,7
Position Nette du Gouvernement	138,8	98,9	129,7	80,6	76,2
Crédit à l'Economie	358,8	506,0	601,8	690,6	711,5
Masse monétaire	690,9	831,3	905,6	978,2	1017,3
Crédit à l'Economie (% du PIB)	22,8	28,5	30,2	33,6	32,0
Masse monétaire (% du PIB)	44,0	46,9	45,5	47,6	45,8
Opérations Financières de l'Etat					
Recettes totales et dons	359,1	401,1	419,6	522,1	648,5
Recettes fiscales	246,7	291,4	327,7	403,5	514,0
Dons	62,3	84,6	48,0	71,7	86,9
Dépenses Totales et prêts nets	354,5	420,8	535,0	614,4	831,8
Dépenses courantes	230,9	276,1	359,6	451,5	471,2
Traitements et salaires	82,6	104,7	120,4	130,6	153,8
Dépenses en capital	123,6	144,2	175,1	162,2	260,5
Dépenses en capital sur ressources intérieures	46,2	68,2	70,9	61,6	118,6
Solde global hors dons	-57,6	-104,2	-163,4	-164,0	-270,2
Solde global	4,7	-19,6	-115,4	-92,3	-183,3
Recettes Totales en % du PIB	18,9	17,9	18,7	21,9	25,3
Solde global hors dons base ordonnancements en % du PIB	-3,7	-5,9	-8,2	-8,0	-12,2
Dette Publique					
Encours de la Dette publique Extérieure	260,3	241,9	278,8	343,7	406,0
Encours de la Dette Publique Intérieure	473,0	592,4	629,2	676,9	643,1
Encours dette publique total / PIB	46,7	47,1	45,6	49,7	47,2
Encours dette extérieure / PIB	16,6	13,6	14,0	16,7	18,3
Encours dette intérieure / PIB	42,5	51,1	51,9	47,7	43,1
Service de la dette extérieure / recettes budgétaires	5,8	2,0	4,5	5,2	-
Service de la dette extérieure / exportations biens et services	2,7	0,6	1,4	1,9	-